

Le sénateur Leleux président de la CNPA et la commission avait de ce fait conclu la séance en validant le périmètre proposé et en formant le double vœu de donner au PLU un volet patrimonial important ce qui a été fait et de mettre en œuvre un périmètre délimité d'abords avec l'architecte des Bâtiments de France ce qui sera mis en œuvre en complément de l'élaboration du plan de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

C'est donc lors de l'élaboration de ce PVAP prévu en 2020 et 2021 que l'association Patrimoines et Perspectives pourra veiller à une bonne prise en compte de sa connaissance approfondie de la cité historique de Saint Rémy.

Il n'est donc pas exclu a priori qu'à l'issue des études du futur PVAP des évolutions du zonage et du niveau de protection soient débattues et présentées à nouveau à la commission nationale

Un autre sujet porte sur la question de la protection des cimetières de la ville qui ne sont pas intégrés dans la zone protégée et qui contiennent des architectures funéraires de grande qualité architecturale.

La question des cimetières est bien connue des services chargés de la protection du patrimoine et l'expérience de leur protection montre que leur gestion au titre du code du patrimoine pose des difficultés. Il convient d'observer que les autorisations de travaux dans les cimetières ne relevant pas du régime des autorisations d'urbanisme, leur gestion par un règlement de site patrimonial remarquable est difficile à appliquer.

La bonne solution, expérimentée dans plusieurs cimetières d'intérêt patrimonial consiste à mettre en place un cahier de recommandations spécifique guidant les travaux annexé au règlement intérieur du cimetière, qui relève de la compétence de la commune. C'est dans l'écriture de ce document que peut être intégrée l'expertise des services de la DRAC et des associations de protection du patrimoine, ce plan de gestion devant ensuite guider l'action quotidienne du service communal compétent.

La direction régionale des affaires culturelles se tient à la disposition de M. le Commissaire enquêteur pour tout renseignement utile à la conclusion son enquête

Le Directeur régional des affaires culturelles,



Marc CECCALDI